

Le droit au service de l'humanité

Mélanges en l'honneur de Michel Hottelier

Édité par:

**Frédéric Bernard, Maya Hertig Randall,
Christian Bovet et Alexandre Flückiger**



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

Schulthess
ÉDITIONS ROMANDES § 2023

Tables des matières

Avant-propos	VII
Sommaire	IX
Liste des auteure-es	XV
La qualité pour recourir des requérants d'autorisation de construire.....	1
I. Introduction	1
II. Les personnes concernées par une demande d'autorisation de construire.....	2
A. Les personnes concernées	2
1. Le propriétaire	2
2. Le requérant de l'autorisation	3
3. Le mandataire architecte	4
B. Des relations complexes et variables.....	5
C. Les personnes concernées face au droit des constructions	6
III. La jurisprudence du Tribunal fédéral relative aux requérants de l'autorisation	7
A. L'approche « large »	8
B. L'approche « restrictive »	10
C. Essai de synthèse	12
IV. Conclusion.....	16
La vie des droits fondamentaux.....	19
I. Propos liminaires.....	20
II. La naissance des droits fondamentaux : le cas suisse	21
III. L'existence des droits fondamentaux : le cas européen.....	23
IV. L'extinction des droits fondamentaux : le cas nord-américain.....	27
V. Conclusion.....	31
Grundrechtsinnovation im Bundesstaat – ein Streifzug durch 175 Jahre Verfassungsgeschichte	33
I. Grundrechte als rechtsstaatliche Errungenschaften und als bundesstaatliche Disziplinierungsinstrumente	33
II. Selektive Grundrechtsgewährleistung im jungen Bundesstaat	34
III. Grundrechtsdurchsetzung im Bundesstaat: eine ungewöhnliche Arbeitsteilung zwischen Politik und Justiz.....	35
IV. Grundrechtsfortbildung im Bundesstaat am Beispiel des Willkürverbots und der Verfahrensgarantien	38

V.	Grundrechtsfortbildung im Bundesstaat am Beispiel der Anerkennung ungeschriebener Freiheitsrechte	40
VI.	Grundrechtsfortbildung im Bundesstaat am Beispiel der Anerkennung ungeschriebener Leistungsansprüche.....	42
VII.	Neue Herausforderungen: Instrumentalisierung grundrechtlicher Schutzpflichten für umweltpolitische Zwecke?	45
VIII.	Schlussbetrachtung	47
 Dialogue critique autour d'un enseignement d'introduction aux droits humains dans le camp de réfugiés de Kakuma		 51
I.	Introduction	51
II.	Contexte	53
	A. La rencontre des deux co-auteur.e.s	53
	B. Notre rencontre avec le professeur Hottelier	53
	C. D'où nous écrivons	54
III.	Etudier les droits humains dans le camp de Kakuma : difficultés, apports et limites	56
	A. Difficultés	56
	B. Apports	57
	C. Limites.....	59
IV.	Enseigner les droits humains dans le camp de Kakuma : opportunités, défis et limites	60
	A. Opportunité.....	60
	B. Défis.....	60
	C. Limites.....	61
V.	Quelques boussoles pédagogiques pour améliorer le potentiel impact de tels cours.....	62
	A. Analyser les rapports de pouvoir	63
	B. Partir des personnes concernées	64
	C. Construire un cadre d'enseignement démocratique.....	65
	D. Allier théorie et pratique.....	66
	E. Remettre en question le système.....	68
	F. Être un.e allié.e.....	69
VI.	Conclusion.....	70
 Compliance with International Human Rights Law – An Interdisciplinary Sketch.....		 71
I.	The Internalisation of International Human Rights Norms	71
	A. The Premises of Political Transformation.....	71

B.	The Spiral Model of Norms Socialisation	72
1.	Phase 1: State Repression	72
2.	Phase 2: Denial	72
3.	Phase 3: Tactical Concessions	73
4.	Phase 4: Prescriptive Status	74
5.	Phase 5: Rule-Consistent Behaviour	74
II.	Possible Means of Domestication	75
A.	The Power-Driven Approach	75
B.	The Self-Interest Approach	76
1.	Preferential Trade Agreements (PTAs)	76
2.	The Reputational Risk	76
3.	Uncertainty Reduction and the Liberal Approach	77
C.	The Normative Approach	78
1.	Completing the Circle	78
2.	The Acculturation Model	79
III.	Conclusion	80
	Bibliography	81

**Intelligence artificielle & droit à la transparence algorithmique :
convergence entre les droits fondamentaux numériques et le droit de la
propriété intellectuelle ?** 83

I.	La transparence algorithmique comme composante des droits fondamentaux numériques	84
II.	L'importance de la transparence algorithmique en droit de la propriété intellectuelle (droit d'auteur)	85
III.	La source humaine des créations protégées par le droit d'auteur	86
IV.	La présomption de la qualité d'auteur et l'obligation de transparence algorithmique en droit d'auteur	88
V.	Conclusion	90
	Bibliographie	93

**Réflexions de constitutionnaliste engagé sur l'évolution possible de la
Constitution de la Ve République** 95

I.	La légitimité du pouvoir	96
A.	Le vote	96
1.	Apprendre à voter	96
2.	Regrouper les scrutins	97
B.	Le Sénat	100
II.	L'articulation des pouvoirs	102

A. La place du Président de la République	102
1. Président de la République et Premier ministre.....	103
2. Président de la République et Parlement.....	104
B. La procédure législative	105
1. Organiser la discussion législative	105
i) Réaménager l'ordre du jour.....	105
ii) Inventer la lecture préalable	106
iii) Rationaliser la procédure accélérée	107
2. Amender et adopter la loi	108
i) Supprimer le droit d'amendement des membres du Gouvernement.....	108
ii) Encadrer le droit d'amendement des membres du Parlement.....	109
iii) Réaménager l'usage de l'article 49, alinéa 3	109
Konfliktselektion in der internationalen Strafjustiz aus rechtsstaatlicher Sicht.....	111
I. Ausgangspunkt: Exemplarität und « Rule of Law »?	111
II. Gleichheitsproblematik: Sanktionszuweisung und Selektionsmodus....	115
1. Sanktionszuweisung : Täter- und Opferungleichheit.....	115
2. Selektionsmodus: Regelbasierung und Unparteilichkeit.....	121
III. Justizfremde Zwecke: Ablenkung vom Eigenen und Herrschartslegitimierung	125
1. Justizfremde Zwecke I: Ablenkung von eigenen Verbrechen und eigenem politischem Versagen.....	125
2. Justizfremde Zwecke II: Zuweisung und Festigung von Rollen im internationalen System.....	129
IV. Schluss: Gerechte Verteilung eines knappen Guts.....	132
L'intervention d'Humanité : miroir aux alouettes.....	135
I. Pratique très douteuse.....	135
II. Opération « Force alliée » : Kosovo, 1999	137
III. Charte des Nations Unies : articulation entre ses principes et ses buts ..	140
IV. Right, not Might : What Else ?	142
Bibliographie	145

La « pantomime des gueux » : de la cour des miracles à la Cour des assurances sociales	147
I. Introduction	148
II. Simulation, exagération et caractère démonstratif.....	148
1. Distinction	149
2. Conséquences.....	150
III. Facteurs bio-psychosociaux.....	151
IV. Interrogations.....	152
Bibliographie	155
 Le permis S : un permis en miroir des droits de l'Homme, d'une actualité préoccupante.....	157
I. Le permis S.....	158
A. Base légale	158
B. Origines de la disposition	158
C. Décision du Conseil fédéral du 11 mars 2022	158
1. Décision et avantages pour les ressortissants ukrainiens.....	158
2. Avantages (en tout cas à court terme) pour les autorités suisses.	159
3. Groupe de personnes à protéger concrètement	160
II. Droits de l'Homme et permis S.....	162
A. L'impact dévastateur de la guerre	162
B. Le permis S en tant que protection provisoire du droit à la vie et de l'interdiction de la torture.....	162
C. Le permis S en tant que protection provisoire d'un bien plus grand nombre de droits subjectifs et libertés individuelles	163
III. Pistes de réflexion en lien avec le conflit ukrainien, les droits subjectifs et les garanties de l'Etat de droit.....	164
A. Propos liminaires.....	164
B. Egalité de traitement.....	164
C. Discrimination et proportionnalité	166
IV. Conclusion.....	167
 Brèves réflexions sur le titre d'une initiative populaire	169
I. Introduction	169
II. Les principes généraux sur les titres d'initiative	169
III. Le contenu du titre d'une initiative	171
IV. Les conséquences d'un titre problématique.....	172
V. Conclusion.....	173
Bibliographie	174

La naturalisation accélérée des étrangers en droit genevois : état des lieux et perspectives	175
Introduction.....	175
I. Les contours de la naturalisation accélérée en droit genevois	176
A. Le cadre.....	176
B. L'étendue.....	176
1. L'origine.....	176
2. En termes de conditions	177
3. Au plan procédural.....	177
a) La durée	177
b) L'émolumment.....	178
c) La prestation de serment.....	178
II. Les modifications du droit fédéral et la marge de manœuvre des cantons	179
A. Le cadre constitutionnel	179
B. Le cadre législatif.....	180
C. La marge de manœuvre des cantons.....	181
III. La loi 12'305 sur le droit de cité genevois	181
A. L'objectif	181
B. En termes de conditions	182
C. Au plan procédural	183
Conclusion	184
Entre liberté d'expression et dignité humaine : un état des lieux de la jurisprudence suisse sur les symboles racistes.....	187
I. Introduction	187
II. La jurisprudence du Tribunal fédéral	190
A. L'ATF 140 IV 102	191
B. L'ATF 143 IV 308	195
III. La jurisprudence cantonale.....	197
IV. Observations et synthèse.....	203
Bibliographie	208
La clause du besoin pour les médecins : toujours aussi inconstitutionnelle 20 ans après	211
I. La constitution économique suisse en résumé.....	212
II. La clause du besoin	213
A. La portée de l'art. 117 Cst. selon le Tribunal fédéral.....	213

B.	La législation en 2002 et ses prolongations jusqu'au 31 décembre 2011	213
C.	La réintroduction au 1er juillet 2013.....	214
D.	La législation 2020/2021.....	215
E.	La mise en œuvre à Genève.....	216
III.	Appréciation	216
A.	Critique actualisée de l'ATF 130 I 26	216
B.	Critique de l'argumentation constitutionnelle du Conseil fédéral	218
C.	Les conditions de restrictions de la liberté économique.....	219
D.	Le principe de la liberté économique	220
IV.	Conclusion.....	221
	Bibliographie	222
Vous avez le droit de vous taire, mais l'obligation de parler.....		223
I.	Incongru.....	223
II.	Insoutenable ?	225
III.	Incompris.....	226
IV.	Intemporel ?	229
Die Grundrechte der Polizeiangehörigen.....		231
I.	Fragestellung.....	231
II.	Besonderheiten	232
III.	Rechte und Ansprüche	234
A.	Überblick	234
B.	Achtungsansprüche	235
C.	Schutzansprüche	236
D.	Gewährleistungsansprüche	238
IV.	Schluss.....	240
Die virtuelle Anwesenheit der Nationalräte in der Coronakrise.		
Ein Beitrag zum «Notrecht».....		241
I.	Was bedeutet «Anwesenheit» der Parlamentarier?	241
II.	Virtuelle Anwesenheit der Ratsmitglieder ohne Verfassungsgrundlage.....	242
III.	Der «notrechtliche» Gesinnungswandel.....	243
IV.	Virtuelle Anwesenheit der Ratsmitglieder mit Verfassungs- und Notrechtsgrundlage	246
V.	Erfahrungen mit der Vollmachtenpraxis von 1930 bis 1952.....	249
VI.	Beurteilung der virtuellen Anwesenheit der Nationalräte	251

Bibliographie	255
La Cour de Strasbourg à la recherche d'un « juste équilibre » pour l'exercice de la religion en prison	257
I. Une indifférence (relative) face aux croyances religieuses des détenus.....	259
II. La limitation des contraintes pesant sur l'exercice du culte en détention.....	260
III. Une utilisation « raisonnée » des obligations positives.....	263
Bibliographie	267
L'accès des syndicats au personnel via Internet	269
I. La Constitution genevoise et l'accès (physique) des syndicats aux lieux de travail.....	269
II. L'accès (digital) des syndicats au personnel dans un monde du travail mobile	270
III. La jurisprudence fédérale et le courriel comme alternative à la présence des syndicats.....	270
IV. Le droit de l'OIT et le « nécessaire » accès au lieu de travail.....	272
V. Le développement d'un droit d'accès digital à l'entreprise	273
VI. Les limites au droit d'accès	274
VII. Conclusion.....	275
Bibliographie	276
Coopérer ou ne pas coopérer ? Le dilemme des États parties à la CEDH.....	279
Propos introductifs	279
I. Une nécessité de coopérer.....	281
II. Une interdiction de coopérer	281
III. La conciliation des deux exigences : les garanties internationales.....	284
Bibliographie	288
Les tribunaux d'opinion : l'exemple du « Turkey Tribunal ».....	289
I. La nature juridique des tribunaux d'opinion.....	290
II. L'établissement du Turkey Tribunal	291
III. Le refus de la Turquie de participer aux travaux du Tribunal.....	292
IV. L'opinion du Tribunal	293
A. La torture	293
B. Les disparitions forcées	294
C. La liberté d'expression.....	294

D. L'impunité.....	295
E. L'indépendance de la justice et l'accès aux tribunaux	296
F. Des crimes contre l'humanité ?	298
V. Conclusion.....	298
L'article 2 CEDH dans la jurisprudence du Tribunal fédéral.....	301
I. Prolégomènes.....	302
II. Casuistique récente	304
A. Les mesures d'éloignement d'étrangers	304
B. Les obligations positives de nature procédurale.....	308
C. La problématique du réchauffement climatique et de ses effets.....	310
Les quotas de genre sur les listes aux élections législatives cantonales au regard de la Constitution fédérale	315
Introduction.....	315
I. L'égalité politique.....	316
A. Les exigences générales	316
B. L'autonomie des cantons.....	318
II. L'interdiction de la discrimination	318
A. L'égalité des chances entre les genres	318
B. Les personnes intersexes et les personnes non binaires	320
III. La liberté de vote et la liberté d'association	322
A. La liberté des électrices et électeurs	322
B. Les listes bloquées	324
Conclusion	325
Bibliographie	326
Praktische Konkordanz in der Verfassungsinterpretation	329
I. Ausgangspunkt	329
II. Was heisst « Konkordanz » ?	330
III. Was heisst « praktisch » ?	332
IV. Praktische Beispiele.....	332
V. Wandlungen in der Methodenlehre	333
VI. Staatstheoretischer Hintergrund.....	335
VII. Zur Fiktion einer Einheit der Verfassung.....	337
VIII. Anknüpfungspunkte in der Verfassungs- und Rechtsordnung der Schweiz	338
IX. Abgrenzung zum allgemeinen Abwägungsprinzip	341
X. Chancen und Risiken des Konzepts der praktischen Konkordanz	342

XI. Zusammenfassung	342
Bibliographie	344
ATF 147 II 287 : une confusion de notions et de rôles au préjudice de l'intérêt général	347
I. Les faits	348
II. La décision du Tribunal fédéral	349
A. Le refus d'exonération fiscale	349
B. Le raisonnement juridique du Tribunal fédéral	350
C. Impact de cette jurisprudence	351
III. La confusion des concepts et de rôles	352
A. La confusion des concepts	352
B. La confusion de rôles entre autorités	355
IV. La même fin par d'autres moyens	356
Bibliographie	358
L'imposition des transactions réalisées dans le métavers : Un défi à l'application des principes constitutionnels en matière de fiscalité	361
I. Introduction	361
II. Eléments essentiels du métavers	362
III. Régime fiscal	
A. En général	363
B. Les impôts directs	365
1. En général	365
2. Qualification	366
3. Moment de l'imposition	368
4. Localisation et application des conventions de double imposition (CDI)	368
5. L'impôt sur la fortune	370
C. La TVA	370
1. Introduction	370
2. Qualification juridique et localisation	371
3. Assujettissement	373
IV. La participation des plateformes	374
V. Conclusion	375

La justice transitionnelle après la transition : la Commission Zondo de lutte contre la capture et la corruption d'État en Afrique du Sud.....	377
I. Les défis de la Commission Zondo appréhendés à la lumière des méthodes de la justice transitionnelle	382
A. Le défi de la connaissance de la vérité	383
B. Le défi de la compréhension systémique des mécanismes de corruption et de capture des organes et biens de l'État.....	385
C. Le défi de l'organisation des enquêtes et auditions au sein de la Commission.....	386
II. Les apports de la justice transitionnelle à la Commission Zondo dans la lutte contre la corruption et la capture des organes et des biens de l'État.....	388
A. L'initiation des phénomènes de corruption et de destruction de l'État par le pouvoir politique	388
B. L'organisation d'un système planifié de démantèlement des actifs de l'État	391
C. La détection des méthodes de corruption	392
D. Le ciblage des entreprises publiques d'État	394
III. Conclusion.....	396
Le contrôle des constitutions cantonales : quelques bleus au cœur de l'état de droit.....	399
I. Une immersion furtive dans le système.....	399
II. Une brève exploration de l'écosystème marin rencontré	402
III. Un plongeur à bout de souffle émerge avec son filet de propositions....	405
Bibliographie	409
Des prisons au service de l'humanité ?	411
I. Limiter le risque de mauvais traitements pour les personnes pénalement privées de liberté	411
II. Aujourd'hui, plus de 30 ans se sont écoulés depuis le début de l'activité du CPT. N'est-il pas temps de faire un nouveau pas en avant ?	412
III. Le système sanctionnel occidental s'est malheureusement inspiré des thèses kantiniennes.....	413
IV. Qui mieux que celles et ceux qui cohabitent quasiment vingt-quatre heures sur vingt-quatre avec des détenus.es et sont pleinement conscients.es de ce triste paradoxe ?.....	413
V. Quelques propositions.....	414

VI.	La sociothérapie, c'est quoi ?	415
VII.	Quelques exemples étrangers.....	415
VIII.	Conclusion.....	416
	Bibliographie	417
 L'arbitrage au service de l'humanité ? Penser la place sociale de la justice privée		 419
I.	Production du savoir	421
II.	Déterminants de la place de l'arbitrage	426
	Conclusion	432
	Bibliographie	434
 La Cour européenne des droits de l'Homme face aux situations de grande pauvreté.....		 437
I.	Une prise en compte croissante des situations de grande pauvreté par la Cour de Strasbourg	439
	A. L'apprehension conceptuelle de la grande pauvreté.....	439
	B. L'apprehension normative de la grande pauvreté.....	440
II.	Un contrôle européen alternant toujours audace et prudence	444
	A. L'activisme jurisprudentiel	444
	B. La retenue judiciaire	446
 La responsabilité politique du Conseil fédéral et de ses membres.....		 451
	Introduction.....	451
I.	Le concept de responsabilité politique de l'Exécutif.....	452
	A. Responsabilité sanction	452
	B. Responsabilité imputation	453
II.	Du Conseil fédéral et de la sortie de celui-ci.....	454
	A. Quelques rappels concernant le Conseil fédéral	454
	B. Le mode d'élection	456
	1. Le cadre juridique	456
	2. La pratique	456
	C. La fin des fonctions	459
III.	La responsabilité du Conseil fédéral	461
	A. La responsabilité politique institutionnelle	461
	B. La responsabilité politique informelle	463
	C. Responsabilité et démocratie directe.....	463
IV.	Conclusion.....	464
	Bibliographie	466

Le droit individuel à l'égalité sous le prisme du fédéralisme	467
I. Les enseignements de la jurisprudence constitutionnelle.....	469
II. Les enseignements de la jurisprudence européenne et internationale....	474
III. La diversité normative inhérente au fédéralisme n'interdit pas les rapprochements entre les législations	476
Politische Werbung auf privatem Grund	481
I. Einleitung	481
II. Grundrechtlicher Schutz	482
A. Meinungsäusserungsfreiheit.....	482
B. Eigentumsgarantie	484
C. Rechtsgleichheit.....	485
III. (Einschränkende) Regelungen.....	485
A. Bundesebene	485
B. Kantonale und kommunale Ebene	487
IV. Würdigung	489
Bibliographie	491
Rechtsquellen	491
L'enfant, sujet de droits, un pas de géant vers plus d'humanité.....	495
I. L'édifice « droits de l'enfant »	495
II. L'apport de la Convention : un nouveau regard sur l'enfant.....	497
III. Deux articles particuliers	499
IV. Un pas (de géant...) vers plus d'humanité.....	501
Bibliographie	503